

## Les nouvelles formes de lutte sociale, héritières de la bataille des retraites. Médiapart [Romaric Godin](#), [Cécile Hautefeuille](#) et [Khedidja Zerouali](#)

Le mouvement du premier semestre 2023 aura apporté la preuve des limites de la stratégie des manifestations de masse pour faire céder un gouvernement radicalisé. Si les « journées d'action » ont réussi, à plusieurs reprises, à mobiliser des centaines de milliers de personnes, elles ont échoué à peser sur le cours de la réforme et sur les décisions politiques. Le simple affichage du refus massif ne suffit donc plus.

Le mouvement n'est pas parvenu, comme en 1995 et comme il l'ambitionnait le 7 mars, à « bloquer le pays ». La traduction du rejet du projet en grèves classiques s'est révélée extrêmement difficile et, dans bien des cas, impossible. Logiquement, cette absence de concrétisation du mouvement dans le cadre économique a renforcé la position gouvernementale, qui a pu considérer le mouvement comme indolore et garder un rapport de force matériel en sa faveur.

Beaucoup voient dans cette situation les fruits des limites stratégiques de l'intersyndicale. Mais cela traduit un mouvement plus profond, que le sociologue David Muhlmann, [dans un ouvrage récent](#) (*Où va la France de Macron ?*, PUF), décrivait comme le passage des « *lutttes ouvrières* » centrées sur la grève au « *mouvement social* », plus complexe, plus hétérogène et moins centré sur la lutte au travail.



Casserolade à Rennes, le 24 avril 2023. © Photo Justin Picaud / Sipa

Évidemment, ce mouvement ne s'explique que dans le cadre d'une évolution profonde du monde du travail, marqué par un affaiblissement de la position du salariat et par l'atomisation du travail. Dans ce cadre, la conflictualité sur les lieux de travail recule, favorisant, comme le souligne David Muhlmann, deux phénomènes.

D'abord, les conflits interprofessionnels détachés des lieux de travail et qui peinent à faire « redescendre » le problème dans les entreprises, comme on l'a vu dans le mouvement contre la réforme des retraites. Ensuite, les mobilisations qu'il

appelle « *périphériques* », au sens où elles ne placent pas au centre la question du travail.

Les « gilets jaunes » représentaient ainsi à la fois un exemple de mobilisation unique et originale contre le pouvoir néolibéral et un mouvement absolument coupé du lieu de travail. Ce mouvement a eu ses succès, mais aussi ses échecs.

## Une stratégie à revoir

Le sociologue met en avant un dernier paradoxe : la baisse de la conflictualité au travail ne signifie pas une acceptation passive de ce qu'est devenu le monde du travail et de ses conséquences. « *S'il y a moins de conflits au travail, il y a toujours plus de revendications à propos du travail, dans ses aspects classiquement économiques et sociaux (les salaires, la valorisation des compétences et des professions, les retraites)* », explique-t-il. Autrement dit, le potentiel de contestation reste présent, mais les modalités de cette contestation se cherchent encore. C'est ce qu'a montré le mouvement sur les retraites.

La nouvelle réalité sociale modifie profondément les modalités de la lutte de classes, et doit donc amener à une réflexion sur la nature des mobilisations, afin de les adapter aux réalités concrètes. Tout reste sans doute à faire dans ce domaine, mais on comprend que l'enjeu est double : celui de ramener une partie de cette lutte sur les lieux de travail, et celui de faire des luttes « *périphériques* » des forces de contestation de la totalité économique et sociale.

La tâche est complexe. Sur les lieux de travail, la mobilisation est obérée par des structures syndicales, légales et sociales contraignantes. Les individus sont souvent démunis face à cette situation, alors que s'exercent des pressions hiérarchiques et financières, et que le sentiment de solitude est renforcé par l'individualisation des rapports de travail. Les organisations syndicales aussi.

La première politisation serait de pouvoir faire remonter dans ces instances les problèmes concrets vécus au travail.

Sophie Bérout, sociologue

« *Il peut y avoir une déconnexion entre ce que font les élus dans les instances de l'entreprise et la réalité des conditions de travail* », souligne ainsi la professeure de science politique Sophie Bérout, qui a participé à l'ouvrage *Le syndicalisme est politique* (La Dispute, 2023, qui fait l'objet d'un entretien [dans Mediapart](#)). Et d'ajouter : « *Cet écart s'accroît en raison de la charge de plus en plus lourde à porter pour les représentants des salariés dans ces instances* » du fait des réformes du Code du travail.

« *La première politisation, explique la chercheuse, serait de pouvoir faire remonter dans ces instances les problèmes concrets vécus au travail* », ce qui « *est déjà très difficile à faire* ». Beaucoup d'élus démissionnent en raison du décalage entre l'ordre du jour des instances et la réalité concrète vécue par les salariés.

Plus globalement, c'est bien la stratégie des syndicats dans les entreprises qu'il faut revoir. Karel Yon, sociologue coauteur du même ouvrage, pointe ici le problème de la concurrence entre les syndicats dans les entreprises « *liées à la mesure de la représentativité* ». Dans ces conditions, il est impossible de monter des « *comités intersyndicaux de base* » capables « *de relayer de manière efficace un mot d'ordre* ».

Ce « *syndicalisme en guerre permanente contre lui-même* » que décrit Karel Yon empêche la mise en place de mouvements tels que celui [qui a lieu actuellement aux États-Unis](#) dans le secteur automobile, lequel repose sur un fort degré de contestation qui dépasse la simple logique d'entreprise, et rompt avec la « cogestion » des décennies précédentes.

Pour autant, cette situation difficile n'est pas définitive. Il existe bel et bien un mécontentement sur les lieux de travail et, plus généralement, à l'égard du travail, de son contenu à sa rémunération, en passant par ses conditions d'exercice. Récemment encore, deux chercheurs, Thomas Coutrot et Coralie Pérez, en faisaient en 2022 le constat [dans un livre](#), *Redonner du sens au travail* (Le Seuil, 2022).

## Repolitiser les lieux de travail

La tâche du mouvement social doit donc désormais être de savoir comment articuler ce sentiment avec des actions de remise en cause des racines du problème, à savoir l'organisation économique et sociale. Bref, de repolitiser les lieux de travail, non pas au sens étroit d'une action de partis, mais au sens large d'une remise en contexte des réalités vécues par les salariés. Cela passe sans doute par la reconstruction d'une théorie capable de tenir cette articulation, mais aussi par une action syndicale et militante.

Or, de ce point de vue, les semaines de mobilisation contre la réforme des retraites ont ouvert des perspectives, souvent trop éphémères ou ponctuelles, mais réelles. Ainsi, Yannis, représentant syndical CGT au magasin Decathlon Madeleine de Paris, évoque un vrai débordement du mouvement, avec un élargissement des sujets discutés par les salariés.

Il souligne combien il a été difficile de faire sortir ces derniers de la logique de concurrence individuelle dans laquelle l'entreprise les enferme. Mais une fois ce travail fait par les militants, et à partir du premier 49-3, « *les gens se sont autonomisés des centrales syndicales et ont organisé des manifestations le soir* ».



Manifestation sur la place de la République de Paris, le 21 mars 2023. © Photo Firas Abdullah / Agence Anadolu via AFP

« [Ces nuits-là](#), la réforme des retraites était un sujet, mais il y avait aussi beaucoup de revendications sur le fonctionnement de nos institutions, sur la démocratie. On est allés beaucoup plus loin que de juste s'opposer à cette réforme. Avec mes collègues de Decathlon, on y allait ensemble. Les syndicats auraient dû être là, ils ne l'ont pas été, et c'est une erreur », résume Yannis.

Le mouvement décrit est celui d'une mobilisation réussie dans une entreprise qui réussit à dépasser le cadre du lieu de travail. Yannis rappelle ainsi que la fameuse Charte d'Amiens de 1906, souvent avancée pour défendre « l'indépendance politique », affirme aussi que « le rôle des syndicats, ce n'est pas de rester uniquement dans l'entreprise, c'est d'organiser les travailleurs pour la révolution sociale, y compris à l'extérieur des boîtes ».

On parle davantage de politique, on n'a pas de bureaucratie verticale. Et on a plus de radicalité.

Martin, membre de Caasos

À Montpellier, Caasos – Collectif d'actrices et d'acteurs du social et des oublié·es de la société – ne dit pas autre chose. Né en 2021 dans la foulée d'une grève au Samu social, il rassemble des salarié·es, souvent précaires et non syndiqué·es, du secteur social, toutes structures (collectivités ou associations) confondues. « *Au sein du collectif, nous avons une vision large*, décrypte Martin, l'un des membres. *Elle dépasse le cadre de nos boîtes, nos salaires et conditions de travail. Nous portons des revendications d'un secteur, de métiers différents et pas d'une seule entreprise.* »

Très actif pendant le mouvement contre la réforme des retraites, Caasos avait son cortège identifié dans les manifestations à Montpellier, organisait des piquets de grève et des assemblées générales de travailleuses et travailleurs sociaux. « *Parfois, plus d'une centaine de personnes venaient, on a réussi à mobiliser* », se souvient Martin.

Selon lui, le collectif « *ressemble beaucoup à un syndicat* » mais s'en démarque sur plusieurs points. « *On parle davantage de politique, on n'a pas de bureaucratie verticale. Et on a plus de radicalité* », tranche-t-il. Martin donne un exemple : « *Pendant le mouvement social, 100 % de mon service a été en grève à deux reprises et était prêts à partir en reconductible pendant quatre ou cinq jours.* »

Dans la période d'opposition à la réforme des retraites, des initiatives ont donc permis à la fois de mobiliser sur le lieu de travail et d'exporter cette mobilisation hors des entreprises. Ce premier mouvement semble devoir désormais être une priorité : réinvestir l'entreprise et y politiser les luttes. C'est nécessairement un travail de terrain et de long terme. Mais c'est aussi ce lien avec la sphère citoyenne qui permettra de mobiliser dans le secteur des services, le point faible du mouvement social qui est aussi le plus important de l'économie contemporaine.

## **De la société vers le lieu de travail**

L'autre mouvement nécessaire concerne la deuxième composante de ce « *mouvement social* » au sens de David Muhlmann : les mobilisations hors de l'entreprise, liées soit à des points de référence communs, soit à des oppressions sociales vécues. Souvent, ces mouvements induisent une contestation d'une logique systémique qui rejoint très largement la répression sociale menée par l'État néolibéral.

Aussi les convergences sont-elles très largement possibles, à condition là aussi d'assumer la « politisation » de ces mouvements. L'intérêt de ces formes de mobilisation est précisément de contourner l'obstacle souvent avancé de

l'individualisation des relations de travail. Le ou la salariée qui peine à se mobiliser sur le lieu de travail peut prendre conscience des oppressions économiques à travers ce type de mouvement, ce qui, en retour, lui permet de reprendre la lutte sur son lieu de travail.

Ces mouvements peuvent être multiples et prendre des formes encadrées ou non. Ce peut être un mouvement très souple et partant d'un sujet particulier, comme celui des gilets jaunes sur la question fiscale, ou un mouvement plus organisé, comme les mouvements antiracistes, féministes ou LGBT, ou encore un mouvement plus « ponctuel », autour d'un intérêt commun, comme la musique par exemple.

Cette démarche prend en compte la réalité des évolutions sociales pour tenter de remobiliser sur d'autres bases. Là encore, le mouvement des retraites vient donner quelques éléments concrets allant dans ce sens.

## Derrière les paillettes, un discours politique

Ainsi, dans les manifestations contre la réforme des retraites, un cortège brillait plus que les autres, [celui du Pink Bloc](#) : des memes sur les pancartes, du Dalida dans la sono, des couleurs bariolées, de grands drapeaux LGBT... « *La fête, ça fait partie de notre culture militante, mais derrière les paillettes, il y a un propos politique* », explique Thomas, graphiste, membre du collectif Les Inverti·e·s et syndiqué à la CGT. « *Sur le marché du travail, les LGBT sont mis de côté. On pense notamment aux personnes trans qui, plus que les autres, ont des carrières hachées et vivent la discrimination dans le monde du travail.* »



Le « pink bloc » dans la manifestation parisienne contre la réforme des retraites, le 7 février 2023. © Photo Célia Mebroukine / Mediapart

Dans [une tribune](#) publiée sur Mediapart au début du mouvement social, l'organisation détaillait que cette réforme serait « *particulièrement néfaste pour les LGBTI* ». Dans le Pink Bloc, elles et ils étaient nombreux et nombreuses à faire la jonction entre le sort fait aux travailleurs et travailleuses LBGT, racisé·es, handicapé·es...

« *On se sent concernés par les luttes sociales car le capitalisme, le patriarcat, l'homophobie, la transphobie sont des systèmes de domination qui fonctionnent ensemble*, expliquait Raya à Mediapart [en février 2023](#). Le "Pink Bloc" est un lieu où on peut lutter sur un terrain qui nous est propre, avec nos priorités politiques, mais toujours en lien avec les autres luttes sociales. »

Ainsi, dès la création du collectif en 2022, les Inverti·e·s ont multiplié les mobilisations, contre la vie chère, contre le patriarcat et le racisme à Saint-Denis, et contre la réforme des retraites. En soutien aux raffineurs de Total [en grève pour leurs salaires](#) en octobre 2022, les militants du collectif se rendaient sur les piquets de grève et dans la rue s'écriaient : « *Raffineur, raffiné, toi aussi deviens pédé.* » « *On utilise l'humour pour interpeller les gens sur la situation de ces travailleurs* », ajoute Thomas.

Dans les cortèges, les assemblées générales, les réunions d'information, les Inverti·e·s réussissent à chaque fois un pari que peu d'organisations politiques et syndicales atteignent : l'organisation attire de nombreux jeunes, étudiant·es, travailleurs et travailleuses, qui s'engagent pour la première fois et se politisent au rythme des mobilisations.

« *D'un côté, historiquement, les organisations LGBTI ne s'impliquaient pas assez dans les mouvements sociaux, il y avait une défiance envers les syndicats et les partis politiques*, explique Thomas. *D'un autre, les syndicats et les partis mettent ces questions au second plan. Nous, on ne veut plus décorrélérer les problématiques propres aux LGBTI des questions et des mouvements sociaux.* »

## Open-mic, concerts et Noël solidaire

Une telle logique s'est retrouvée dans le cadre musical, permettant d'atteindre des publics plutôt réticents aux formes traditionnelles de mobilisation. En avril dernier, les membres du collectif La Familiale, ont ainsi organisé deux concerts de soutien à la mobilisation contre la réforme des retraites, à Pantin le 9 avril, puis à Lille dix jours plus tard.

Ils ont regroupé 60 rappeuses et rappeurs, dont aucun n'a touché de cachet, des plus connus comme Hatik ou Médine, aux plus jeunes, et rassemblé quelque 1 200 spectateurs et spectatrices. Plus de 11 000 euros ont été reversés à la caisse de grève de l'intersyndicale. « *La Familiale est un collectif de gens qui kiffent le rap et qui ont grandi avec cette musique*, [expliquait](#) l'un de ses fondateurs, Gueno Fiasko, à Mediapart en avril.

La Familiale a régulièrement été du côté de celles et ceux qui luttent : « *On a fait des open-mic pendant Nuit debout*, détaillait Gueno, *on a organisé un Noël solidaire en Bretagne avec le Secours populaire où, pour accéder au concert, les gens ramenaient des cadeaux à distribuer aux enfants pauvres. En 2019, on s'est aussi mobilisés contre la première tentative de réforme des retraites.* »

Parmi leurs compagnons de route, la rappeuse de Saint-Denis Nayra, pour qui la participation à l'événement était une évidence : « *Moi, ma manif, c'est le concert. Je suis contre la réforme des retraites, autant sur le fond que sur la forme, qui est une atteinte directe à la démocratie.* »

Par ailleurs, la jeune femme considère que le fait même « *qu'une femme maghrébine de banlieue prenne l'espace, c'est déjà un engagement.* » Et le rappeur Médine d'abonder : « *Cette colère, qui est présente dans toutes les couches de la société, va se transformer en plus d'engagement. Je le constate dans ma tournée actuelle. Je suis allé dans une trentaine de villes et je prends le pouls d'une jeunesse très en colère et qui a décidé de faire peser sa voix en s'engageant plus sérieusement.* »

## **Une génération qui n'a pas connu le succès des mobilisations**

Lors des concerts des *Braves* – ironique référence aux escadrons de policiers motorisés –, les discours critiques sur la réforme des retraites étaient réguliers. Les slogans aussi. Et puis, parfois, la parole politique des artistes ou des organisateurs allait sur d'autres terrains politiques : le travail et sa pénibilité, le racisme institutionnel ou les violences policières, par exemple. « *C'était sur scène, reprend Gueno, mais aussi dans les discussions dans la salle, au bar... Les sujets politiques étaient partout.* »

Aujourd'hui, Gueno Fiasco oscille entre l'amertume de la défaite et la fierté d'avoir fait une place au rap dans ce mouvement social : « *C'est toujours dur de voir à quel point on a été méprisés. Par ailleurs, on vient d'une génération qui n'a pas vraiment connu de succès par les mobilisations dans la rue. Cependant, comme dans le mouvement contre la loi Travail auquel on avait aussi participé, des gens ont découvert ce que c'était que l'organisation collective. Ça, c'est pas perdu.* »

« *On a aussi eu dans le public des gens qui n'étaient pas forcément impliqués dans le mouvement social, qui ne seraient jamais allés à une manifestation, et en venant à nos événements, ça les a peut-être poussés à s'engager plus concrètement. Contre la réforme des retraites ou sur d'autres sujets sociaux* », espère l'organisateur. Qui se réjouit d'avoir noué des liens avec d'autres artistes que le collectif ne manquera pas de solliciter pour d'autres luttes.

Tous ces exemples montrent qu'il existe bien des bases pour inventer de nouvelles formes de luttes, qui pourraient permettre d'organiser une mobilisation plus efficace à l'avenir. Mais il s'agit d'un processus encore inachevé. On n'est pas encore passés d'un concert de rap à une large mobilisation sur le lieu de travail, mais des jalons sont posés, qui doivent être travaillés.

La leçon de la mobilisation du premier semestre est donc triple. D'abord, la stratégie des manifestations semble avoir échoué. Ensuite, l'alternative passe par deux chemins différents, mais qui se complètent : du lieu de travail vers la sphère citoyenne, et inversement.

Évidemment, une telle construction demande des remises en cause profonde des organisations et une forme de combat théorique et concret interne, où le mouvement social doit aussi mener la lutte contre ses réflexes, ses illusions et ses complaisances. Cela passe par la reconnaissance de l'échec des actions menées pendant le mouvement contre la réforme des retraites et aussi par la mise en avant de ce qui représente l'amorce de nouvelles formes de mobilisation. Un travail sans doute difficile, mais indispensable.

[Romaric Godin](#), [Cécile Hautefeuille](#) et [Khedidja Zerouali](#)